

Unité Départementale Hérault
Subdivision H2

Montpellier, le 22/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Syndicat Centre Hérault

Centre de stockage de déchets ménagers
lieu dit Mas d'Arnaud
34700 SOUMONT

Références : UD34/H2/2022/181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT. L'inspection a été annoncée le 09/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux mesures prises par l'exploitant pour remédier à la fuite de lixiviat provenant du bassin de lixiviat "haut" d'une capacité 5 300 m3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT
- Code AIOT dans GUN : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est exploité en régie directe par le Syndicat Centre Hérault (SCH), sous l'autorisation de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 2009-I-1613B du 30 juin 2009 (complété par l'AP n° 2012-I-2662 du 19 décembre 2012). L'autorisation d'exploiter arrivant à échéance fin 2022, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation pour prolonger l'exploitation du casier Ouest de 9 ans. La procédure d'autorisation est en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident / Accident - rejets de lixiviats dans l'environnement
- Barrière passive du casier Ouest

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Utilisation de sédiments en barrière passive	Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stabilité du stockage et des ouvrages associés	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 2.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre :

1. un rapport d'incident actualisé comprenant notamment :
 - les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement ;
 - les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement ;
 - des analyses du niveau de pollution des sols et des eaux souterraines. Les paramètres analysés pour les eaux souterraines sont ceux prescrits à l'article 4..2.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-I-1613B.
2. un rapport de fin de travaux de réparation du bassin de lixiviats et du bassin EP3 afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux ;
3. un rapport de contrôle sur l'étanchéité du bassin de lixiviats et du bassin des eaux pluviales EP3 ;
4. un justificatif des caractéristiques des sédiments mis en place comme barrière passive du casier Ouest au regard des critères fixés par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ;
5. le programme de surveillance actualisé mis en oeuvre relative à la stabilité du stockage et des ouvrages associés tel que prescrit à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2009, accompagnés d'un plan de situation des différents points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Autre, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que les bassins de réserve d'eaux d'extinction d'incendie (SDIS) et eaux pluviales EP3 qui avaient été utilisés lors de l'incident du 21 mars 2022 pour stocker temporairement des lixiviats contiennent des effluents clairs. L'exploitant déclare à l'inspection que ces bassins ont été vidés des lixiviats qu'ils contenaient puis nettoyés avant de recevoir des eaux pluviales. L'inspection n'a pas constaté d'effluent dans le bassin eaux pluviales EP1 -2. Il est demandé à l'exploitant de transmettre une analyse des eaux stockées dans les bassins du SDIS et EP3. L'inspection n'a pas constaté visuellement de trace de lixiviats dans l'environnement. La présence d'une station mobile de traitement des lixiviats a été constaté sur le site en plus de la station fixe. L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident mis à jour le 13 juin 2022. Il est demandé à l'exploitant de transmettre : <ul style="list-style-type: none">• un rapport d'incident actualisé comprenant notamment<ul style="list-style-type: none">◦ les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement.◦ les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement◦ des analyses du niveau de pollution des sols et des eaux souterraines. Les paramètres analysés pour les eaux souterraines sont ceux prescrits à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-I-1613B.• un rapport de fin de travaux de réparation du bassin de lixiviats et du bassin EP3 afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux.• un rapport de contrôle sur l'étanchéité du bassin des eaux pluviales EP3.• un rapport de contrôle d'un tiers expert sur l'étanchéité du bassin de lixiviats
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Utilisation de sédiments en barrière passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Sédiments

Prescription contrôlée :

Les terres excavées et sédiments qui ont fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement cessent d'être des déchets lorsque la personne réalisant la préparation a vérifié que la totalité des critères suivants sont satisfaits :

a) Les déchets entrant destinés à la préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 1 de l'annexe I ;
b) Les déchets ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement satisfont aux critères établis dans la section 2 de l'annexe I ;
c) La personne réalisant la préparation a conclu, pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement, un contrat de cession avec l'aménageur. Ce contrat pourra être fait par lot ou pour un ensemble de lots. Ce contrat devra au minimum comprendre :

- les coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone où a eu lieu l'excavation ;
- la période d'excavation des terres excavées et sédiments ;
- le volume de terres excavées et sédiments concerné ;
- le site receveur concerné par l'utilisation en génie civil ou en aménagement, identifié par des coordonnées géographiques et un rayon incluant l'ensemble de la zone de valorisation ;
- la période d'utilisation en génie civil ou en aménagement ;
- l'engagement de l'aménageur à respecter l'usage retenu pour la valorisation en génie civil ou en aménagement conformément aux guides considérés à la section 2 de l'annexe I ;
- les dispositions constructives et limitations d'usages selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ;
- la qualité des terres excavées ou sédiments dragués évaluée selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement ;
- les modalités d'entreposage intermédiaire, lorsqu'un entreposage est nécessaire, selon les modalités des guides de valorisation reconnus par le ministère chargé de l'environnement le cas échéant ;
- la ou les opérations menées pour la préparation en vue d'une valorisation en génie civil ou en aménagement.
- Pour un usage par la personne réalisant la préparation, celle-ci consigne les mêmes informations dans le manuel qualité mentionné dans l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchet ;

d) La personne réalisant la préparation applique un système de gestion de la qualité conforme à l'arrêté ministériel du 19 juin 2015 relatif à la gestion de la qualité des opérations de valorisation de déchets ;

e) La personne réalisant la préparation satisfait aux exigences établies aux articles 3 à 6 du présent arrêté.

Constats : L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection lors de la visite si les sédiments constituant la barrière passive du casier Ouest, en cours d'exploitation, répondent aux critères de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif des caractéristiques des sédiments mis en place comme barrière passive du casier Ouest au regard des critères fixés par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 susvisé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Stabilité du stockage et des ouvrages associés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Digue
Prescription contrôlée : article 2.1.5.1. Stabilité de la digue principale L'exploitant doit mettre en place un suivi topographique des déplacements éventuels de la digue principale situé en aval de la zone de stockage de déchets. Ce dispositif comprend au moins deux profils de plots de géomètre disposés parallèlement et perpendiculairement à la pente de la digue et sur son flanc aval. Ils sont suivis régulièrement par un géomètre (tous les 6 mois durant la phase d'exploitation du casier aval puis tous les ans) avec une précision inférieure ou égale à un centimètre. article 2.1.5.2. Casier aval Afin d'assurer la stabilité de la digue principale et de conserver l'accès au regard de contrôle des lixiviats du massif ancien sous-jacent, le casier aval est maintenu en retrait d'au moins 25 m par rapport à l'axe de ladite digue.[...] L'exploitant doit mettre en place un dispositif permettant de contrôler la charge hydraulique, de pomper éventuellement les lixiviats, de drainer le biogaz jusqu'en fond d'alvéole et de suivre les tassements au niveau des anciens déchets du massif sous-jacent. Ce dispositif comprend au moins la mise en place à la base de chaque alvéole d'un dispositif de mesure inclinométrique (drain en PEHD horizontal dans lequel une sonde inclinométrique, une sonde de niveau ou une pompe peuvent être insérées). Le contrôle par ce dispositif des tassements et des niveaux de lixiviats est réalisé tous les 6 mois pendant la phase d'exploitation du casier aval puis tous les ans. Si nécessaire, il est procédé au pompage des lixiviats afin de limiter la charge hydraulique conformément aux dispositions de l'article 4.1.6 du présent arrêté. article 2.1.5.3 Casier Amont Afin de pallier l'éventuelle création d'un point bas dans le casier amont existant, un dispositif de mesure inclinométrique similaire à celui du casier aval est mis en place. Son suivi est également similaire en nature et en fréquence à celui du casier aval. article 2.1.5.4 Stabilité du massif de déchets [...]Afin de s'assurer de la stabilité du massif et de la couverture dans les zones les plus pentues (talus Sud-ouest et Nord-est), l'exploitant doit mettre en place un suivi topographique comprenant des plots de géomètre mis en place le long de profils (perpendiculaires et parallèles à la pente) dans les zones de talus les plus sensibles. En outre, l'exploitant définit et met en œuvre un suivi des conditions hydriques internes du massif et des pressions pour vérifier la stabilité des talus de déchets. Constats : L'inspection constate la mise en place de 2 piézomètres supplémentaires nommés PZA et PZB. L'exploitant indique à l'inspection avoir mis en place ces deux piézomètres dans le cadre de la surveillance de la stabilité de la digue au regard du rapport d'expertise du BRGM de mars 2022 sur la stabilité géotechnique de la digue de fermeture (n° BGRM/RP-71651-FR). Il est demandé à l'exploitant de transmettre le programme de surveillance actualisé mis en œuvre relative à la stabilité du stockage et des ouvrages associés tel que prescrit à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2009, accompagnés d'un plan de situation des différents points de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite